

Bruxelles est la clé de l'unité belge

La fabrication d'une identité belge a échoué. L'historien

Hervé Hasquin déconstruit la Belgique dans un

ouvrage. En espérant lui donner un avenir.

● **Interview : Catherine ERNENS**

Hervé Hasquin, il y a quelques années d'ici, vous expliquiez que deux venous tenaient la Belgique unie : le Roi et Bruxelles. À vous lire, cette fois, pour le Roi ce n'est plus ça...

Les idées républicaines gagnent du terrain, en effet. La Belgique n'est pas ou plus unie parce qu'elle a un roi. Elle a un roi parce qu'elle est toujours unie. Le confédéralisme s'installe de manière sournoise en Belgique depuis des années. Ça ne provoque pas d'émotion chez moi.

Ah bon ?

Beaucoup d'éléments de notre fédéralisme sont

confédéraux depuis des années. La question de vocabulaire entre fédéralisme ou confédéralisme relève d'un jeu politique. Et si nous en sommes là, les torts sont partagés entre le nord et le sud. Les francophones ont voulu ignorer l'existence précoce d'une sensibilité flamande à fleur de peau.

Dans votre livre, vous détaillez à quel point nous vivons désormais selon deux cultures totalement différentes.

Oui. Entre Flamands et francophones, on se côtoie. On ne se connaît plus. On ne se hait pas. Il y a quand même un grand civisme en Belgique, et un grand pragmatisme qui conduit peut-être à une

forme d'indifférence. On s'adapte à chaque étape. La Belgique ne tient, et ne tiendra qu'à condition de continuer à être «élastique».

Ce qui se passe pour le moment au fédéral ne vous inquiète pas.

C'est l'évolution normale des choses. L'état statuaire n'existe pas dans la nature. Pourquoi les institutions échapperaient-elles à cette règle de la vie ? Et le cas belge n'est pas isolé. Le nationalisme monte partout. L'Écosse aura dans dix ans son siège aux Nations Unies, je vous le promets. Même la France jacobine ne peut plus résister aux mouvements d'appels des régions. Les cultures régionales ont survécu dans les mémoires collectives, même en France, et a fortiori à l'heure de la mondialisation.

A fortiori ? Mondialisation et poussées nationalistes vont ensemble ?

Ce sont deux mouvements qui se complètent. Pour résister à la mondialisation, on s'ancre dans sa région, on a besoin de retrouver ses racines. Et ça ne m'inquiète pas si c'est pour aller dans une Europe de plus en plus unie. La Belgique est condamnée à être quatre régions ou communautés : la Flandre, la

Wallonie, Bruxelles et les germanophones.

La dernière réforme de l'État que nous n'avons pas fini de digérer, n'est donc pas la dernière.

En effet. Elle annonce la suivante,

comme à chaque fois. Chaque réforme de l'État est un mouvement, un compromis, entre ceux qui en veulent plus et ceux qui en veulent moins. Un compromis qui est une coupe mal taillée. Le résultat est incompréhensible

«Les Wallons sont-ils attachés à la Belgique par sentimentalisme ou parce que cela leur permet de mieux vivre ?»

pour le grand public et difficile dans sa gestion. Cela appelle donc une réforme suivant pour repartager ce qui a été oublié ou mal fait. Mais à chaque fois on en profite pour partager de nouvelles compétences selon le même processus de compromis.

C'est donc sans fin. Mais à la fin il n'y aura plus rien à partager.

Il restera une petite coquille fédérale, à la fin. Le vrai problème c'est Bruxelles. Le vrai débat est l'attachement des Flamands pour

Bruxelles. Et aujourd'hui, Bart De Wever peut faire évoluer à l'intérieur de la Flandre l'idée qu'Anvers en soit la capitale.

Donc même le verrou d'unité du pays que représente Bruxelles est menacé.

Je ne pense pas. La première raison est sentimentale. Bruxelles est une terre flamande francisée. La seconde raison, c'est que Bruxelles est le poumon économique du

pays. Il y a plus de raisons de garder une collaboration avec Bruxelles et une forme d'union du pays pour ces raisons. Mais côté flamand, il faut voir si l'attachement va durer. Bart De Wever modifiera-t-il les rapports de force ? Je l'en crois capable... s'il ne commet pas de faute politique.

Vous n'êtes pas tendre avec les Wallons à qui vous attribuez l'idée de garder le plus longtemps une «pension alimentaire» flamande...

Ce sont des raisonnements que j'ai entendu de la bouche de politiques wallons, croyez-moi. Les Belgicains, en Wallonie, doivent en prendre conscience. Sont-ils attachés à la Belgique par sentimentalisme ou parce que cela leur permet de mieux vivre que si le pays était désuni ? Avoir un roi les rassure, par ailleurs. Les Wallons ne veulent pas pour autant être français. Ils aiment bien la culture française mais pas tellement la France.

Finalement qu'est-ce qui vous fait croire en l'avenir de notre pays ?

La capacité d'adaptation, le côté «Lego» de la Belgique l'a sauvé et continuera à la sauver. ■

«Michel était condamné à ce gouvernement»

Hervé Hasquin, vous êtes l'historien de référence de la Wallonie. Vous êtes secrétaire perpétuel de l'Académie royale de Belgique. Vous êtes aussi... libéral.

Je suis libéral, oui. Mais je n'exerce plus aucun mandat politique depuis 2007.

Vous soutenez le gouvernement Michel ?

Je le comprends. Les libéraux ont été exclus dix ans du pouvoir dans les Régions. On les a exclus une troisième fois. Et le pari du PS et du cdH était que le MR n'oserait pas négocier seul avec les Flamands. Le pari du PS et du cdH était que les libéraux ramperaient à leurs pieds pour devenir

la cinquième roue d'une charrette fédérale socialiste. Et puis, il ne faut pas minimiser la rivalité interne entre Didier Reynders et Charles Michel. Michel ne pouvait échouer de la même manière que Reynders avec l'orange bleue.

Enfin, quand les électeurs votent pour un parti, c'est pour que parti pèse sur la vie politique et prennent leurs responsabilités. Au total, Charles Michel était condamné à aller de l'avant et à tenter ce gouvernement. Un gouvernement qui présente une configuration historique qui ne s'est plus produite depuis le XIXe siècle.

Mais le MR n'est-il pas en train de



«Bart De Wever est, lui aussi, condamné à réussir. Il ne peut pas reproduire l'échec d'il y a cinq ans.»

brûler les ailes ?

La chance des libéraux francophones, c'est de parvenir à démontrer qu'ils peuvent résister à la revendication flamande et dé-

fendre les intérêts de francophones. Ce n'est pas gagné. C'est un pari qui se joue sur cinq ans. Mais le MR a son sort entre ses mains. Et Bart De Wever est, lui aussi, condamné à réussir. Il ne peut pas reproduire l'échec d'il y a cinq ans.

Le gouvernement Michel pourra-t-il résister à la poussée de la rue ?

Les extravagances syndicales et les violences commencent à avoir, dans l'opinion publique, des conséquences désastreuses. Les gens aiment l'ordre. Ce qui se passe en Wallonie renforce la N-VA en Flandre. Si l'expérience fédérale tourne court, ça renforcera De Wever. Et alors ce seront

les Wallons qui auront mené au confédéralisme.

Et toutes ces polémiques que la N-VA soulève, à commencer par la collaboration ?

Il faut faire attention. Pour le moment, des gens vident les poubelles de l'histoire pour semer le chaos. L'agitation autour de la collaboration relève de ça. Philippe Moureaux (PS) a fait une déclaration d'ouverture intelligente. Il faut combattre la collaboration. Mais la condamnation perpétuelle, ce n'est pas possible. ■

C. Ern.

» «Déconstruire la Belgique ? Pour lui assurer un avenir ?», collection L'Académie en poche, 138 p.